



Une question de **TAILLE**

En Afrique subsaharienne, les entreprises doivent créer plus d'emplois pour répondre aux espoirs placés dans la région

Bruce Edwards

COMPTE tenu de la croissance rapide des économies d'Afrique subsaharienne (AfSS) ces dernières années, on pourrait penser que presque chaque entreprise appelle à l'embauche. Mais, même à un rythme annuel supérieur à 5 %, la région n'a pas réussi à créer assez d'emplois rémunérés, surtout en dehors de l'agriculture.

La population active de l'AfSS est de l'ordre de 450 millions, dont moins de 40 millions ont un emploi formel. Cela ne signifie pas que les autres ne travaillent pas; du reste le chômage est relativement faible dans la région. La difficulté est de transformer le marché du travail, actuellement dominé par de petits emplois informels ou agricoles (souvent mal ou pas du tout payés), de sorte qu'il offre davantage de possibilités dans l'industrie et les services, secteurs assurant des revenus plus sûrs. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 76,6 % des travailleurs d'Afrique subsaharienne exercent des formes d'emploi vulnérables.

Or cette région, dont le taux de fécondité est l'un des plus élevés du monde, a besoin que les entreprises créent bien plus d'emplois pour absorber la hausse rapide de la population active. Selon l'ONU, la population en âge de travailler aura plus que doublé en 2050.

Un atout potentiel

La croissance démographique met le marché du travail sous pression, mais elle pourrait aussi être très bénéfique. En Afrique subsaharienne, la proportion de la population âgée de 10 à 24 ans est, à 32 %, la plus élevée au monde — l'OIT y voit un «dividende démographique», car l'offre de travail supplémentaire va beaucoup développer la capacité productive.

Selon une étude du FMI, intitulée «Africa's Got Work to Do: Employment Prospects in the New Century», si les pays d'Afrique subsaharienne parviennent à attirer davantage d'investissements d'Asie de l'Est dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre, la production industrielle régionale destinée à l'exportation s'envolera, alors qu'aujourd'hui l'industrie emploie moins de 10 % des travailleurs.

Une étude récente du «Center for Global Development» (CGD) constate que, dans 41 pays d'Afrique subsaharienne, la taille des entreprises est de 24 % inférieure à celles situées ailleurs dans le monde. Basée sur des données tirées de 41.000 entreprises formelles de 119 pays, elle compare l'évolution de leur productivité.

Intitulée «Stunted Growth: Why Don't African Firms Create More Jobs?», cette étude mentionne plusieurs explications possibles de cette différence, notamment la réticence des entreprises familiales à recruter à l'extérieur et le potentiel limité de gains de

part de marché dans certains secteurs. Mais, globalement, c'est la médiocrité du contexte qui empêche les entreprises de croître.

Si certains facteurs, comme l'accès limité aux financements et l'approvisionnement irrégulier en électricité, constituent des obstacles évidents, les problèmes régionaux de gouvernance contribuent aussi à freiner les recrutements. Vijaya Ramachandran, senior fellow du CGD et coauteur de l'étude, explique que les grandes entreprises sont des cibles faciles pour des États en mal de rentrées fiscales ou des fonctionnaires corrompus : «Dans certains pays les entreprises veulent rester petites afin d'échapper aux régulateurs.» Selon l'étude, les difficultés découlant des rapports avec la bureaucratie augmentent sensiblement au-delà de 100 salariés.

Il est parfois bon d'être petit

En Afrique subsaharienne, le secteur formel est une source importante de recettes fiscales et de plus grandes entreprises participeraient au financement de programmes sociaux tels que les systèmes de retraite et de santé. Sachant que 90 % des emplois se trouvent dans de petites entreprises familiales informelles ou dans l'agriculture vivrière, il y a peu de chances de trouver un emploi formel ouvrant droit à des prestations. Selon Alun Thomas, économiste au FMI, «on dit souvent que l'emploi salarié (travail rémunéré hors du secteur agricole) est l'objectif ultime de la politique de l'emploi, mais les entreprises familiales fourniront l'essentiel des nouveaux emplois».

Et même si ces petites entreprises ne paient généralement pas d'impôts et ont souvent de la peine à se maintenir, il faut espérer qu'elles se développent — en commençant, par exemple, par recruter un voisin — et envisagent de s'enregistrer officiellement pour obtenir des financements. Les États peuvent encourager les chefs d'entreprise à rejoindre l'économie formelle en leur offrant un environnement plus propice.

En définitive, les entreprises formelles et informelles sont confrontées aux mêmes difficultés en Afrique subsaharienne. Compte tenu de l'ampleur du problème de l'emploi dans la région, les gouvernements doivent donc s'efforcer d'améliorer le contexte réglementaire et de remédier à l'insuffisance des infrastructures essentielles, par exemple le réseau électrique, qui conditionnent la croissance des deux secteurs.

De l'existence d'entreprises plus grandes et d'un nombre supérieur d'entrepreneurs locaux dépend l'amélioration du niveau de vie des millions de personnes qui ont besoin d'un emploi régulier, actuellement et à l'avenir. ■

Bruce Edwards travaille dans l'équipe de Finances & Développement.